

Le réveil sera brutal

Non pas que nous ne nous réjouissions pas d'une très probable relégation du CSV sur les bancs de l'opposition. L'attitude ces derniers jours de ce parti face à ce qu'il considère être un ostracisme ne peut que nous conforter dans l'idée qu'il était temps de sevrer les chrétiens-sociaux trop habitués à de fortes doses de pouvoir. Leur attitude n'est d'ailleurs pas étonnante. Imaginez un instant que le Parti communiste chinois soit évincé du pouvoir à Pékin. Que de carrières interrompues prématurément ! Bien plus (ou bien moins) qu'un parti politique, le CSV est avant tout une machine à pouvoir dont le socle repose sur sa capacité à distribuer privilèges et prébendes. La nouvelle configuration pourrait l'affaiblir de manière plus fondamentale, d'autant plus si les ambitions des uns et des autres le plongent dans une longue guerre civile.

Le principal atout du nouveau gouvernement est donc d'avoir chassé le CSV du pouvoir. Et ensuite ? Il faudra bien qu'il gouverne. A déi Lénk, nous l'avons souvent répété : il s'agit de changer de politique et non pas les têtes ou les partis. Cette coalition pourrait-elle faire avancer certaines choses sur le terrain du sociétal ? Peut-être. Mais il ne faudrait pas oublier que le CSV n'est plus le parti ultra-clérical d'antan. Le gouvernement sortant n'était-il pas, par exemple, sur le point de légiférer sur le mariage homosexuel, voire l'homoparentalité ? Quelle sera donc la véritable plus-value de ce gouvernement ?

Le DP marque son territoire

Les problèmes vont débiter sur les questions plus « matérielles ». Car le vrai « Kulturkampf » ne se joue plus tellement sur les questions sociétales, qui ont conquis peu à peu la majorité de la population. Au 21ème siècle, en pleine crise du capitalisme, c'est la lutte capital-travail qui dessine la ligne Maginot droite-gauche. C'est sur ce terrain

que les différences politiques s'établissent fondamentalement. D'ailleurs, avant même que les négociations aient été véritablement entamées, le DP n'hésite pas à marquer son territoire : tandis que Lydie Polfer explique que son parti exclue toute forme d'impôt sur la fortune, Claude Meisch réaffirme son attachement au « salaire minimum » pour jeunes. Plus (ou moins ?) symboliquement, le directeur d'Ernst & Young, [Alain Kinsch](#), a été inclus dans la délégation de négociation. La place financière prend-elle définitivement le pouvoir ? Jean-Claude Juncker ne lui aurait-il pas cédé suffisamment, pour qu'elle le renvoie en lui substituant un gouvernement badigeonné de libéralisme sociétal pour mieux masquer ses canines prédatrices ?

Pendant ce temps, les problèmes sociaux prennent une ampleur qui s'aggrave sûrement et de moins en moins lentement : logement, pauvreté, conditions de travail. Lorsque l'on connaît la réalité du travail dans de nombreuses grandes enseignes (notamment du commerce), l'on se demande si abolir le droit du travail ne changerait plus grand-chose tant il est si peu respecté. Le nouveau gouvernement compte-t-il y remédier ou va-t-il continuer à ânonner ses litanies sur la « compétitivité » ? Après l'euphorie « gambienne » (qui se circonscrit toutefois à certains milieux libéraux « de gauche »), le réveil sera brutal.